



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE L'ORNE

SG/SCI/Pôle Environnement
NOR- 1122-19-20015

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

Société AUGROS COSMETIC PACKAGING
Commune du VAL-AU-PERCHE (61260)

LA PRÉFÈTE DE L'ORNE

**Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier du Mérite agricole,**

Vu le code de l'environnement, en particulier son article L. 171-8 ;

Vu la nomenclature des Installations Classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018, autorisant la société Augros Cosmetic Packaging à exercer une activité d'application de vernis sur des matières plastiques (accessoires de conditionnement de produits cosmétiques) sur la commune de VAL-AU-PERCHE (61260) ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées établis suite à la visite d'inspection du 5 février 2019 ;

CONSIDÉRANT que les dépôts de matières solides constatés sur les voies de circulation de l'établissement, en toiture à proximité immédiate des conduits d'extraction de la ligne d'application de vernis UV3, etc. mettent en évidence que le système de filtration des matières solides de la ligne UV3 est inopérant ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a établi aucune consigne d'exploitation des installations de filtration ;

CONSIDÉRANT que les conditions de traitement actuelles des rejets atmosphériques de la ligne UV3 ne permettent pas de garantir la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le bassin de récupération des eaux pluviales n'est pas équipé d'un dispositif d'isolement en état de marche visant à maintenir sur site les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre ;

CONSIDÉRANT que les eaux susceptibles d'être polluées ont été rejetées au milieu naturel sans justifier d'analyses de conformité du fait du non fonctionnement de la vanne mais aussi du fait que l'exploitant n'avait pas pris le soin de fermer cette vanne ;

CONSIDÉRANT que l'établissement ne dispose pas du volume d'eau en cas d'incendie de 740 m³ prévu par l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

CONSIDÉRANT que suite à l'inspection du 17 mai 2018 et à la lettre de relance du 28 novembre 2018, l'exploitant n'a toujours pas transmis le résultat de la dernière campagne de mesure des rejets atmosphériques et le plan de gestion des solvants qui doit comporter tous les éléments d'appréciation nécessaires permettant de conclure sur la situation des émissions de composés organiques volatils au regard de l'émission cible annuelle définie dans le schéma de maîtrise des émissions ;

CONSIDÉRANT que la société Augros Cosmetic Packaging n'a pas pris toutes les dispositions pour éviter que le fonctionnement de ses installations soit à l'origine de dangers ou inconvénients pouvant porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier en ne se conformant pas aux dispositions des articles 3.1.1, 3.2.4, 8.2.5 et 8.4 de son arrêté préfectoral du 8 octobre 2018, ci-avant visé ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre fin à ces non-conformités ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, lorsque l'inspection des installations classées constate l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet peut mettre en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

CONSIDÉRANT que la société Augros Cosmetic Packaging a été rendue destinataire du rapport de l'inspection des installations classées par courrier en date du 8 février 2019, en application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Orne.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La société Augros Cosmetic Packaging, exploitant des installations classées sur la commune de VAL-AU-PERCHE (61260), est mise en demeure, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, repris ci-après :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations [...] et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »

La société Augros Cosmetic Packaging est tenue de respecter les dispositions du présent article.

Sous 1 mois, à compter de la notification du présent arrêté :

La société Augros Cosmetic Packaging est tenue, de respecter les dispositions prévues à l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018.

Sous 1 mois, à compter de la notification du présent arrêté :

La société Augros Cosmetic Packaging est tenue, de respecter les dispositions prévues au point IV de l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018.

Sous 1 mois, à compter de la notification du présent arrêté :

La société Augros Cosmetic Packaging est tenue, de respecter les dispositions prévues à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018.

Sous 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté :

La société Augros Cosmetic Packaging est tenue, de respecter les dispositions prévues à l'article 8.2.5 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018.

ARTICLE 2 : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées au plus tard à l'issue des délais impartis les éléments permettant de justifier le retour à la conformité des dispositions faisant l'objet de la présente mise en demeure et visées à l'article 1 ci-avant.

ARTICLE 3 : Faute, pour la société Augros Cosmetic Packaging de se conformer aux dispositions figurant à l'article 1 du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues aux articles L. 171-8 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 4 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif en application des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de la justice administrative. Le délai de recours est de deux mois pour les responsables du site. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Il peut être fait appel à cet effet au site internet : <https://www.telerecours.fr/>.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié à la société Augros Cosmetic Packaging, représentée par son Directeur, et dont le siège est situé : Z.A. du Londeau – rue de l'Expansion 61000 Cerisé.

ARTICLE 6 : La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Orne, le Maire de la commune de Val-au-Perche, ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie (Inspection des Installations Classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le 1^{er} mars 2019

Pour la Préfète,
La Sous-Préfète, Secrétaire Générale



Véronique CARON

